

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 5 DÉCEMBRE 2008
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
POUR L'ANNÉE 2009
(NORD - PAS-DE-CALAIS)

NOR : ASET0950090M
IDCC : 1702

Article 1^{er}

En application du chapitre VIII-1 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993 (*Journal officiel* du 29 mai 1993), les montants des indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers des travaux publics de la région Nord - Pas-de-Calais applicables à partir du 1^{er} janvier 2009 sont fixés comme suit :

Article 2

Indemnité de repas

L'indemnité de repas est fixée à 10 € à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 3

Indemnité de transport

Le montant journalier de l'indemnité de transport est fixé, à compter du 1^{er} janvier 2009, de la façon suivante :

- zone 1 : 1,80 € ;
- zone 2 : 4,20 € ;

- zone 3 : 6,32 € ;
- zone 4 : 8,48 € ;
- zone 5 : 10,86 €.

Article 4

Indemnité de trajet

Le montant journalier de l'indemnité de trajet est fixé, à compter du 1^{er} janvier 2009, de la façon suivante :

- zone 1 : 1,40 € ;
- zone 2 : 1,96 € ;
- zone 3 : 3,36 € ;
- zone 4 : 4,77 € ;
- zone 5 : 5,91 €.

Les indemnités des articles 2, 3 et 4 ci-dessus ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au chapitre VIII-2 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue le 29 mai 1993.

Article 5

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007), les valeurs des indemnités de repas et de transport ci-dessus s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et/ou remboursements de frais de déplacements prévus au chapitre VII.2 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006.

Article 6

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Tourcoing.

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 8

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 5 décembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération régionale des travaux publics Nord - Pas-de-Calais.

Syndicats de salariés :

Intersyndicale du bâtiment et des travaux publics CGT-FO ;

Union régionale construction CFDT.